



FONDATION
RES PUBLICA



F O N D A T I O N
RES PUBLICA

FONDATION DE RECHERCHE RES PUBLICA

NOTE DE PRÉSENTATION DE JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT	8
UN ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE	12
CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA FONDATION	13
UN PROGRAMME DE COLLOQUES	14
RÉPONSES AUX PROBLÈMES PROPRES À LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE	
RÉPONSES AU DÉFI EUROPÉEN	
RÉPONSES AUX DÉSORDRES DE LA MONDIALISATION	
RÉPONSES SUR LES GRANDS ENJEUX DU MONDE	
LES INVITÉS DE LA FONDATION	18
UNE COLLECTION L'IDÉE RÉPUBLICAINE	20
LA FONDATION SUR LE WEB	21

**RÉPUBLIQUE,
MONDIALISATION,
DIALOGUE DES
CIVILISATIONS
ET DES NATIONS.**



FONDATION
RES PUBLICA
**NOTE DE
PRÉSENTATION**



JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT
Président de la Fondation Res Publica

À la différence des États-Unis, la France ne dispose pas encore de véritables *think tanks* (réservoirs d'idées) capables de nourrir ou d'éclairer une vision politique à long terme. Cette situation évolue heureusement depuis quelques années, bien qu'aucune des nouvelles fondations créées dans la mouvance de sensibilités politiques ou à l'initiative de grandes entreprises n'ait encore acquis la surface de leurs homologues étrangères. La diversité de tels centres de réflexion ne peut qu'être un atout du point de vue des Pouvoirs Publics. La recherche *en amont* est en effet nécessaire à leur action.

Nos actions de coopération ou de partenariat, notamment dans l'environnement méditerranéen en Afrique, ou en Europe centrale et orientale, gagneraient ainsi à être éclairées par une réflexion prospective.

Cette dimension du long terme échappe également à nos grandes entreprises, désireuses de réaliser des investissements qui porteront leurs fruits dans la durée.

La FONDATION RES PUBLICA en fait une dimension déterminante de son action, en tenant les engagements de nos entreprises sur les marchés extérieurs comme des composantes souvent importantes de nos intérêts nationaux.

De même la FONDATION RES PUBLICA développera en son sein un observatoire de l'Allemagne dont l'évolution conditionne tout le devenir européen. Elle suivra aussi avec une particulière attention l'évolution de la Russie. Nous enrichirons ainsi une connaissance plus intime des mécanismes de décision dans ces pays clés pour l'avenir européen.

UNE RECHERCHE SUR LES CONCEPTS-CLÉS DU MODÈLE RÉPUBLICAIN

L'objet de la Fondation est d'abord la recherche sur les concepts-clés du modèle républicain (nationalité fondée sur la citoyenneté, laïcité, sécularisation de l'État, éducation civique, mission à cet égard fondatrice de l'École, égalité de tous devant la loi, décentralisation, séparation et coopération des pouvoirs, garantie des libertés publiques, définition et rôle des services publics, etc.), ainsi que le développement à partir de ces notions du dialogue entre les civilisations et entre les nations. Une telle recherche ne peut qu'éclairer et faciliter le dialogue et la coopération au sein d'un vaste ensemble euro-méditerranéen.



UN LOGICIEL RÉPUBLICAIN PEUT ÉVITER LE CHOC DES CIVILISATIONS

Le *choc des civilisations* n'est pas dans l'intérêt de l'Europe et encore moins de la France. Il contribuerait à une régression dans l'intégrisme et l'obscurantisme et ne manquerait pas d'encourager aussi dans les pays européens les replis communautaristes et l'affrontement des intégrismes. L'approfondissement du modèle républicain offre une réponse à tous les pays qui ne veulent pas se laisser entraîner dans cet engrenage.

A partir des valeurs républicaines, il s'agit d'ouvrir un chemin d'universalisation et de fonder la paix sur le dialogue des cultures, les échanges et la reconnaissance mutuelle des différentes nations.

Le message de la France, comme logiciel républicain à l'œuvre dans l'histoire des deux derniers siècles, n'a rien perdu de sa force malgré toutes les traverses. La lutte contre le terrorisme ne peut se confondre avec une stratégie de domination unilatérale.

DÉVELOPPEMENT ET AUTHENTICITÉ

Il n'y a pas de développement qui vaille sans le respect de l'authenticité et de la dignité de chaque peuple, comme l'avait bien vu Jacques Berque, qui proposait de « faire se rejoindre dans une société donnée, la modernisation avec le sentiment de l'authentique ; rendre cette société capable, soit d'intégrer à son propre legs les emprunts d'outillages et de méthodes qu'elle fait à l'extérieur, soit de transposer son identité traditionnelle en termes d'avenir »¹. Chacun doit trouver dans sa propre culture et dans son histoire particulière à la fois la motivation de son développement et un accès à l'universel. La force et la cohérence de l'idée républicaine fournissent ainsi la meilleure boussole pour les temps difficiles qui s'annoncent sur le plan international et en France même.

Cette démarche fondée sur le respect du droit international peut favoriser aussi l'émergence d'un vaste espace de coopération euro-méditerranéen fondé sur le respect de l'identité de chaque peuple.

UN ESPACE EUROPÉEN ET EURO-MÉDITERRANÉEN

Cette problématique ne concerne pas seulement les rapports entre les deux rives de la Méditerranée, même si naturellement ceux-ci constituent un défi majeur que les pays riverains doivent relever ensemble. Elle concerne plus généralement les rapports Nord-Sud et par conséquent les problèmes de la mondialisation, l'organisation et la vie internationales, les questions de défense qui en sont la toile de fond. Elle renvoie également à la nature aussi bien de l'Europe en train de se faire – jusque et y compris la Russie – que des nations qui la constituent. Pour ne prendre qu'un exemple, la nouvelle loi sur la nationalité en Allemagne (mai 1999) a illustré un rapprochement avec la conception fran-

çaise de la nationalité, dont on ne doit pas sous-estimer la portée pour l'Europe future, et l'intégration des générations nées de l'immigration. La réflexion s'orientera enfin sur le contenu de politiques européennes communes, le cas échéant à géométrie variable.

C'est donc un travail de fond sur les valeurs et les concepts d'organisation qu'il convient de mener dans l'espace européen et euro-méditerranéen. Cet effort de recherche appliquée doit mettre en valeur les convergences possibles en matière de droit, d'administration, de service public d'éducation, d'intégration et d'accès à la citoyenneté. Elle doit permettre aussi les rapprochements concrets, à travers la formulation de projets de coopération en matière industrielle, d'infrastructures de communication à l'échelle continentale ou d'organisation monétaire : il s'agit de promouvoir une coopération d'égal à égal dans un vaste ensemble euro-méditerranéen sur la base de complémentarités à renforcer et de valeurs universelles naturellement sujettes à débat et à confrontation. La Fondation constituera ainsi un laboratoire du dialogue entre les civilisations en fournissant des concepts et des projets à tous ceux qui entendent œuvrer au rapprochement entre les deux rives.

Cette recherche tournée vers l'extérieur n'empêchera pas, bien au contraire, la Fondation de se tourner vers les problèmes de la société française et sur le perfectionnement du modèle républicain et de réfléchir de manière non partisane au fonctionnement de la démocratie.

LE TRAVAIL DE LA FONDATION

Ce travail débouche sur l'organisation de séminaires, de colloques, sur la production régulière, ou à la demande, de notes et de dossiers. Il peut intéresser les Pouvoirs Publics, les institutions européennes, les Etats ou les régions d'Europe ou riverains de la Méditerranée, mais aussi les entreprises engagées dans les projets d'investissement ou de développement dans des régions du monde où une bonne intelligence économique est indispensable. A cette fin, les experts de la Fondation pourront établir des études ciblées en fonction des besoins exprimés.

Le travail de la Fondation s'appuie sur la réunion d'experts et de chercheurs dont je coordonne le travail. Sur la base d'un programme de travail préalablement défini le Conseil scientifique désigne pour chaque thème retenu un ou plusieurs chefs de file. Des tables rondes régulières permettront de défricher le sujet. Des chargés de recherche (jeunes chercheurs ou post-doctorants) peuvent ensuite affiner la réflexion sous la responsabilité du ou des *pilotes* désignés par le Conseil Scientifique.

Trente colloques tenus à ce jour, plusieurs études, notes et documents (liste jointe), des rencontres, deux livres, un site internet (www.fondation-res-publica.org) illustrent la vitalité de l'approche républicaine et rendent disponibles pour tous les travaux de la FONDATION RES PUBLICA.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT
Président de la Fondation Res Publica

¹ Jacques Berque – Recherche, technologie et progrès en coopération – Rapport au ministre de la Recherche et de la Technologie, 15 avril 1982.

UN ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

La FONDATION RES PUBLICA a été reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005.

Elle est présidée par son fondateur, Jean-Pierre Chevènement, et administrée par un Conseil composé de

Quatre membres au titre du collège des fondateurs :

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Ancien ministre

DIEUDONNÉ MANDELKERN

Conseiller d'État honoraire

JEAN-PIERRE COSSIN

Conseiller-maître à la Cour des Comptes

SAMI NAÏR

*Professeur d'Université,
conseiller d'Etat en service extraordinaire*

Cinq membres au titre du collège des personnalités qualifiées :

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Conseiller d'État

FRANÇOISE BOUVIER

Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté

DOMINIQUE GARABIOL

Cadre bancaire

PIERRE PAPON

Professeur d'Université, ancien directeur général du CNRS

PATRICK QUINQUETON

Maître des requêtes au Conseil d'Etat

Un Commissaire du gouvernement, représentant le ministre de l'Intérieur, siège au Conseil d'administration.

Un Comité d'audit vérifie la bonne exécution des budgets. Il est composé de

M. JEAN-LOUIS CHARTIER

Ancien président de Chambre Régionale des Comptes

JEAN-PAUL ESCANDE

Ancien président de la Société bordelaise de CIC

DOMINIQUE GARABIOL

Directeur de banque

CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA FONDATION

PRÉSIDENT DU CONSEIL SCIENTIFIQUE **ALAIN DEJAMMET**

Ambassadeur de France

PIERRE ANTONMATTEI

*Inspecteur général
de l'Éducation Nationale*

ELIE ARIÉ

Cardiologue

FRANÇOIS AUTAIN

Docteur en médecine, sénateur

ANDRÉ BARILARI

Inspecteur général des Finances

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

*Conseiller d'Etat, ancienne directrice
de l'ENA*

FRANÇOISE BELLANGER

*Directrice de la Communication
de la Cité des Sciences et de l'Industrie*

YANNICK BLANC

Administrateur civil

M. YERO BOLI

Ministre des Armées, Burkina Faso

M. BOUTROS BOUTROS GHALI

Ancien secrétaire général de l'ONU

FRANÇOISE BOUVIER

Maître de conférences

JEAN-PIERRE COSSIN

*Conseiller maître
à la Cour des Comptes*

JEAN-MARIE DELARUE

Conseiller d'Etat

**BERTRAND DUTHEIL
DE LA ROCHÈRE**

Cadre d'entreprise

JACQUES FOURNIER

Conseiller d'Etat honoraire

DOMINIQUE GARABIOL

Cadre de banque

JEAN-LUC GARY

Cadre en entreprise

JEAN-LUC GRÉAU

Économiste

LOÏC HENNEKINNE

Ambassadeur de France

SYLVAIN HERCBERG

Cadre d'entreprise

EDOUARD HUSSON

Professeur d'université

ANNE-MARIE LE POURHIET

*Professeur de droit public,
Université de Rennes-I*

THIERRY LE ROY

Conseiller d'Etat

REDHA MALEK

*Ancien Premier ministre
de la République algérienne*

DIEUDONNÉ MANDELKERN

Conseiller d'Etat honoraire

DIDIER MOTCHANE

*Conseiller-maître honoraire
à la Cour des Comptes*

SAMI NAÏR

Universitaire

CLAUDE NICOLET

Professeur au Collège de France

MOKTAR OUANE

Ministre des affaires étrangères, Mali

JEAN-PAUL PAGÈS

Cadre d'entreprise

PIERRE PAPON

*Professeur d'Université,
ancien Directeur général du CNRS,
puis de l'IFREMER*

JEAN-JACQUES PAYAN

*Professeur d'Université,
ancien Directeur général du CNRS
et des enseignements Supérieurs,
ancien directeur de la Recherche
de Renault*

HENRI PENA-RUIZ

Professeur d'université

NATHALIE PILHES

Administrateur civil

PATRICK QUINQUETON

Maître des requêtes au Conseil d'Etat

YOURI ROUBINSKI

Chercheur

JACQUES SAPIR

Universitaire

NICOLAS SARKIS

Expert des questions énergétiques

MICHEL SUCHOD

Diplomate

MICHEL TROPER

Professeur agrégé de droit

JACQUES WARIN

Ancien ambassadeur

un programme
de colloques
centré sur l'objet
de la Fondation :
la recherche sur
les concepts-clés
de la citoyenneté
et leur possible
internationalisation.

RÉPONSES AUX PROBLÈMES PROPRES À LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

PAS DE SOCIÉTÉ DU SAVOIR SANS ÉCOLE
COLLOQUE DU 4 AVRIL 2006

**UNE ÉDUCATION CIVIQUE
RÉPUBLICAINE AU XXI^E SIÈCLE**
COLLOQUE DU 10 JANVIER 2005

LA RÉPUBLIQUE AU DÉFI DES BANLIEUES
COLLOQUE DU 9 JANVIER 2006

ISLAM DE FRANCE : OÙ EN EST-ON ?
COLLOQUE DU 14 FÉVRIER 2005

**TERRITOIRES ET CLASSES SOCIALES
EN FRANCE, DANS LA MONDIALISATION**
COLLOQUE DU 14 JANVIER 2008

ENTREPRISES ET TERRITOIRES
COLLOQUE DU 25 SEPTEMBRE 2006

**LA DÉMOCRATIE A L'ÉPREUVE
DU SYSTÈME MÉDIATICO-SONDAGIER ?**
COLLOQUE DU 10 SEPTEMBRE 2007

**PEUT-ON SE RAPPROCHER
D'UN RÉGIME PRÉSIDENTIEL ?**
COLLOQUE DU 5 NOVEMBRE 2007

LE NUCLÉAIRE ET LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION
COLLOQUE DU 24 JANVIER 2006

FINANCES PUBLIQUES ET PÉRENNITÉ DE L'ÉTAT
COLLOQUE DU 24 AVRIL 2006

L'AVENIR DE LA DISSUASION
COLLOQUE DU 10 JUILLET 2006

RÉPONSES AU DÉFI EUROPÉEN

**APPROVISIONNEMENT ÉNERGETIQUE DE L'EUROPE
ET POLITIQUE DE GRAND VOISINAGE**
COLLOQUE DU 14 DÉCEMBRE 2004

L'AVENIR DE L'EURO
COLLOQUE DU 28 SEPTEMBRE 2005

**QUEL GOUVERNEMENT ÉCONOMIQUE
DE LA ZONE EURO ?**
COLLOQUE DU 18 FÉVRIER 2008

**FRANCE - ALLEMAGNE :
QUEL PARTENARIAT POUR QUELLE EUROPE ?**
COLLOQUE DU 7 SEPTEMBRE 2005

**PARIS - BERLIN - MOSCOU :
UNE ÉMANCIPATION EUROPÉENNE**
COLLOQUE DU 24 MAI 2005

**L'ALLEMAGNE
ENTRE L'EUROPE ET LA MONDIALISATION**
COLLOQUE DU 12 FÉVRIER 2007

OÙ VA LA RUSSIE ?
COLLOQUE DU 11 OCTOBRE 2005

COMMERCE EXTÉRIEUR ALLEMAND : L'ALLEMAGNE AU SOMMET DE L'EUROPE ?
COLLOQUE DU 17 MARS 2008

L'AVENIR DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE
COLLOQUE DU 2006

ÉLECTIONS ET DÉMOCRATIE EN RUSSIE
RENCONTRE DU 25 FÉVRIER 2008
AVEC M. BORISSOV, VICE-PRÉSIDENT
DE LA COMMISSION ÉLECTORALE
DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

RÉPONSES AUX DÉSORDRES DE LA MONDIALISATION

RECHERCHE ET MONDIALISATION
COLLOQUE DU 20 SEPTEMBRE 2004

MONDIALISATION RÉGULÉE DES ÉCHANGES ET PRÉFÉRENCE EUROPÉENNE
TABLE-RONDE DU 28 NOVEMBRE 2005

L'AVENIR DU DOLLAR
COLLOQUE DU 12 JUIN 2006

CRISES FINANCIÈRES A RÉPÉTITION : QUELLES EXPLICATIONS ? QUELLES RÉPONSES ?
COLLOQUE DU 17 OCTOBRE 2007

UN REGARD RÉPUBLICAIN SUR LES GRANDS ENJEUX DU MONDE

OÙ VA L'AFRIQUE ?
COLLOQUE DU 30 OCTOBRE 2006

L'ONU EN 2005
COLLOQUE DU 6 JUIN 2005

TURQUIE / MAGHREB : LES CONDITIONS DU DÉCOLLAGE ÉCONOMIQUE
COLLOQUE DU 21 FÉVRIER 2006

LA SÉCURITÉ DU MOYEN-ORIENT ET LE JEU DES PUISSANCES
COLLOQUE DU 20 NOVEMBRE 2006

OÙ VA LA SOCIÉTÉ PALESTINIENNE ?
COLLOQUE DU 26 MAI 2008

OÙ VA LA SOCIÉTÉ ISRAËLIENNE ?
COLLOQUE DU 17 JUIN 2008

DROITS DE L'HOMME ET DÉVELOPPEMENT : APPROCHES EUROPÉENNES ET ASIATIQUES ?
COLLOQUE DE SEPTEMBRE 2008

OÙ VA LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE ?
COLLOQUE DU 4 DÉCEMBRE 2006

L'ASIE DU SUD-EST ENTRE SES GÉANTS
COLLOQUE DU 21 NOVEMBRE 2007

LES INVITÉS DE LA FONDATION

PIERRE PAPON Ancien directeur général du CNRS, professeur à l'École de Physique et Chimie de Paris

JEAN-JACQUES DUBY Ancien Directeur Général de l'École Supérieure d'Electricité (Supélec)

PHILIPPE LAZAR Ancien rapporteur général du colloque sur la Recherche et le développement technologique

MARIE-PIERRE JUNIER Chargée de recherche à l'INSERM, coordonnatrice du Cloeg Paris-Centre

ROBERT MAHLER Président France d'Alstom

JEAN-JACQUES PAYAN Ancien directeur général du CNRS et des Enseignements supérieurs, ancien directeur de la recherche du Groupe Renault

EDWIGE AVICE PDG de la Financière de Brienne, expert européen, membre de la Chambre professionnelle européenne

JACQUES CRÉMER Directeur de recherche au CNRS, directeur de l'Institut d'économie industrielle de Toulouse

FRANÇOIS BOUVIER Directeur des relations internationales du Muséum d'Histoire Naturelle

FRANÇOIS CŒURMONT Fondation Res Publica

SADEGH KHARAZI Ambassadeur d'Iran en France

NICOLAS SARKIS Directeur du Centre arabe d'études pétrolières

YOURI ROUBINSKI Diplomate, directeur du Centre d'études françaises de l'Institut d'Europe de Moscou

IVAN PROSTAKOV Chef de la Délégation Economique et Commerciale de Russie en France

MOHAMED MAZARI BOUFARES Directeur « stratégie et prospective » à la Sonatrach (Algérie)

JEAN ABITEBOUL Directeur international de Gaz de France

FRANCIS GUTTMAN Ambassadeur de France, ancien Président de Gaz de France

PHILIPPE BARRET Inspecteur de l'Education Nationale

MICHEL VIGNAL professeur agrégé d'IUFM

CHRISTINE GUIMONNET Responsable de la commission civisme de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie

JEAN-YVES AUTEXIER Fondation Res Publica

YAZID SABEG PDG de CS Communication & Systèmes

CLAUDE NICOLET Membre de l'Institut Madame Geneviève Zerhinger, Présidente de la société des Agrégés

EGON BAHR Ancien conseiller de Willy Brandt sur la politique étrangère

SERGE SUR Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II), Directeur du Centre Thucyclide – Analyses et recherches en relations internationales (Supélec)

BERNARD MIYET Ancien Secrétaire Général Adjoint de l'ONU, Ancien Ambassadeur à l'OSCE, Président de la SACEM

DENIS BAUCHARD Ancien Président de l'Institut du Monde Arabe, chargé d'une mission sur les propositions de réforme des Nations Unies dans le domaine économique et du développement

GILBERT GUILLAUME Ancien Président de la Cour Internationale de Justice

LORD DAVID HANNAY Ancien représentant du Royaume-Uni au Conseil de Sécurité, Membre du Comité des Hautes Personnalités

S.E.M. BOUTROS GHALI Ancien Secrétaire Général de l'ONU

STÉPHANE HESSEL Ambassadeur de France, Président du Comité Français de solidarité internationale

HENRI DE GROSSOUVERE Directeur du Forum Carolus (Strasbourg)

STEPHAN MARTENS Professeur de civilisation allemande contemporaine à l'Université Michel de Montaigne de Bordeaux 3

PETER ZERVAKIS Représentant de la Fondation Bertelsmann

FLORENCE AUTRET Journaliste économique

EDOUARD HUSSON Maître de Conférences à l'Université Paris IV-Sorbonne

PATRICK QUINQUETON Maître des Requêtes au Conseil d'Etat

JEAN-HERVÉ LORENZI Économiste, Universitaire

ALAIN COTTA Professeur à l'Université de Paris-Dauphine

JEAN MESSIHA Administrateur civil au Ministère de la Défense

OTTO STEIGER Professeur à l'Université de Brême

NORMAN PALMA Maître de conférences à l'Université Paris IV

VINCENT PEILLON Député européen

SERGUEÏ LAVROV Ministre des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie

THIERRY DE MONTBRIAL de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, Directeur de l'IFRI

EVGUENNI KOJKINE Directeur de l'Institut russe de Recherches Stratégiques de Moscou

ALEXEÏ POUCHKOV Directeur de l'émission P.S., chaîne TV Centre, Moscou

JACQUES FOURNIER Conseiller d'Etat, ancien Secrétaire Général du Gouvernement

VLADIMIR POZNER Directeur de l'émission « Les Temps », Moscou

JEAN-MARIE METZGER Directeur des échanges à l'OCDE

JEAN-MARIE PAUGAM Directeur à l'IFRI

PAUL-HENRY RAVIER Ancien Directeur Général adjoint de l'OMC

BRUNO AMABLE Professeur à l'Université de Paris X

PHILIPPE COHEN Journaliste économique, auteur (avec L. Richard) de « La Chine sera-t-elle notre cauchemar? »

RÉGIS DEBRAY Écrivain, philosophe

MAX GALLO Écrivain, historien

RACHID ADDA Conseiller régional d'Île-de-France

JEAN-MARIE DELARUE Conseiller d'Etat, ex-délégué interministériel à la ville

HASSAN ABOUYOUB Ancien Ministre et ancien Ambassadeur du Maroc à Paris

BERNARD GARCIA Ancien Ambassadeur de France à Ankara

RADHI MEDDEB PDG de Comète (Tunis)

HADJ NACER Ancien Gouverneur de la Banque centrale d'Algérie

OLIVIER PASTRE Universitaire et Président de l'IM Bank

M. DIDIER BILLION Directeur adjoint de l'IRIS

PHILIPPE BARRET Inspecteur général de l'Education nationale

ELISABETH ALTSCHULL Auteur de « L'École des ego »

MARC LE BRIS Auteur de « Et vos enfants ne sauront pas lire ni compter »

GUY COQ Écrivain, philosophe

ANDRÉ BARILARI Inspecteur général des Finances

MICHEL BOUVIER Professeur de finances publiques et fiscalité à l'Université Paris I Sorbonne, Directeur du Groupement de Recherches en Finances Publiques, Directeur de la Revue française des Finances Publiques (www.rfjp.gerfip.org)

JEAN-PIERRE COSSIN Conseiller-maître à la Cour des Comptes

MICHEL AGLIETTA Universitaire

JEAN PEYRELEVADE Ancien président du Crédit Lyonnais

FRANÇOIS JUNCA Pdg de Latécoère

JEAN-MICHEL QUATREPOINT Journaliste économique

GUY PAILLOTIN Ancien président de l'INRA

PIERRE CUYPERS Président de l'Association pour le développement des carburants agricoles

LUCIEN BOURGEOIS Économiste de l'APCA

DAVID KING Secrétaire général de la Fédération internationale des producteurs agricoles

M. ANDRÉ THÉVENOT Président de la Fédération nationale des SAFER

BRUNO TERTRAIS Chercheur à la Fondation pour la Recherche stratégique

BENOIT D'ABOVILLE Ancien ambassadeur auprès du Conseil de l'Atlantique Nord

LOUIS GAUTIER Ancien conseiller de Lionel Jospin

AMIRAL THIERRY D'ARBONNEAU Ancien commandant des Forces océaniques stratégiques

GÉNÉRAL MATHE Ancien commandant des Forces aériennes stratégiques

LOUIS SCHWEITZER Ancien président de Renault

LOUIS GALLOIS Co-président d'EADS

DENIS GAUTHIER SAUVAGNAC Président de l'UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières)

JEAN-PIERRE DUPORT Ancien Délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), conseiller d'Etat

DOMINIQUE GARABIOL Directeur à la CNCE (Caisse Nationale des Caisses d'Épargne)

GABRIELLE GAUTHEY Membre de l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste)

MOKTAR OUANE Ministre des Affaires Étrangères du Mali

JEAN-CHRISTOPHE BELLIARD Conseiller « Afrique » de Javier Solana, Haut Représentant de l'Union européenne pour la PESC

PIERRE JACQUET Directeur de la stratégie à l'Agence française de développement

CALIXTHE BEYALA Écrivain, grand prix du roman de l'Académie française

SAMI NAÏR Conseiller d'Etat

ALAIN DEJAMMET Ambassadeur de France

FRANÇOIS NICOUILLAUD Ancien ambassadeur en Iran

DOCTEUR NASSIF HITTI Ambassadeur de la Ligue des Etats arabes à Paris

HUBERT VÉDRINE Ancien ministre des Affaires étrangères

FRANÇOIS BUJON DE L'ESTANG Ambassadeur de France, président de Citigroup-France

STEVE KAPLAN Professeur d'histoire à Cornell University et à l'Université de Versailles - St Quentin

ANDRÉ KASPI Professeur émérite à l'Université de Paris I

JACQUES MISTRAL Professeur des universités, membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre, et ancien chef de l'Agence financière à Washington

ALAIN FRACHON Essayiste et écrivain

EMMANUEL TODD Antropologue et historien

GILBERT CASASUS Professeur associé à l'IEP de Paris

STEPHAN MARTENS Professeur à Bordeaux 3 - Montaigne

WOLFRAM VOGEL Chercheur à l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg

PETRA WILKE Chercheur à la Friedrich Ebert Stiftung

PATRICK CHAMPAGNE Sociologue

NICOLAS DOMENACH Éditorialiste à Marianne

GÉRARD LE GALL Délégué national du Parti socialiste

STÉPHANE ROZÈS Politologue et enseignant

ERIC ZEMMOUR Éditorialiste au Figaro

DOMINIQUE GARABIOL Directeur à la CNCE (Caisse Nationale des Caisses d'Épargne)

HENRI GUAINO Conseiller auprès du Président de la République

CLAUDE BÉBÉAR Président de l'Institut Montaigne et du conseil de surveillance d'Axa

CHRISTIAN NOYER Gouverneur de la Banque de France

ERIC LE BOUCHER Rédacteur en chef au quotidien Le Monde

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL Conseiller d'Etat, ancien Rapporteur général de la commission Vedel sur la réforme de la Constitution

CHRISTOPHE BOUTIN Professeur agrégé de droit public à l'Université de Caen

ANNE-MARIE LE POURHIE Professeur de droit public à l'Université de Rennes 1, vice-président de l'Association française de droit constitutionnel

MICHEL TROPER Professeur à l'Université de Paris X

THIERRY DANA Directeur de TD Conseil, ancien conseiller du Président de la République

JEAN-LUC DOMENACH Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris et Directeur au CERI

MICHEL MONNIER Directeur à l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale

FRANÇOIS RAILLON Directeur d'Études au CNRS

CHRISTOPHE GUILLUY Géographe-consultant (Cabinet Maps), co-auteur avec Christophe Noyé de Atlas des nouvelles fractures sociales en France (Autrement, 2006)

PHILIPPE SUBRA Maître de conférences, enseignant à l'Institut français de géopolitique de Paris 8 Saint-Denis, membre du comité de rédaction de la revue Hérodote, auteur de « Géopolitique de l'aménagement du territoire » (Armand Colin, 2007)

PASCALE RIEU Directrice de la coordination du programme de l'ANRU (Agence nationale de rénovation urbaine)

JEAN-LUC LAURENT Maire du Kremlin-Bicêtre et vice-président de la région Île-de-France en charge du logement

JEAN-PIERRE ROBIN Chroniqueur économique au Figaro

JEAN-LUC GRÉAU Économiste, auteur de L'Avenir du capitalisme (Gallimard, 2005)

GÉRARD LAFAY Professeur de sciences économiques à l'Université Panthéon-Assas Paris-II

FRANÇOISE BOUVIER Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté

ANDRÉ GAURON Conseiller maître à la Cour des comptes

LOÏC HENNEKINNE Ambassadeur de France

EDOUARD HUSSON Maître de conférences à l'Université de Paris IV

CLAUDE LE GAL Secrétaire général du Club économique franco-allemand

FRANÇOIS DAVID Président de la Coface

TOBIAS SEIDEL Chercheur à l'Institute for Economic Research de Munich

HERVÉ JOLY Chargé de recherche au CNRS

JEAN-EUDES MONCOMBLE Directeur général de l'Institut français de l'énergie

PIERRE BEROUX Directeur du contrôle des risques à EDF

DANIEL STEINVORTH Chercheur à l'Institut d'études de sécurité de l'U.E.O.

CHRISTIAN BATAILLE Député, membre de l'Office parlementaire d'évaluation scientifique et technologique

BERTRAND BARRÉ Directeur de la communication scientifique à Areva

DOMINIQUE LECOURT Philosophe

DES NOTES D'ACTUALITÉS RÉDIGÉES PAR LES MEILLEURS SPÉCIALISTES

JACQUES SAPIR
REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN RUSSIE

ALAIN DEJAMMET
POLITIQUE ÉTRANGÈRE, PRIORITÉS

EMMANUEL TODD
ET YOUSSEF COURBAGE
RÉVOLUTION CULTURELLE
AU MAROC :
LE SENS D'UNE TRANSITION
DÉMOGRAPHIQUE.

PIERRE HILLARD
LA FONDATION BERTELSMANN.

LA FONDATION SUR LE WEB



www.fondation-res-publica.org

UNE COLLECTION L'IDÉE RÉPUBLICAINE

La FONDATION RES PUBLICA et les éditions Fayard proposent la collection L'IDÉE RÉPUBLICAINE, dirigée par Didier Motchane : une série d'ouvrages consacrés à l'actualité des concepts républicains. Accessibles, au prix de 10 €, ces livres sont diffusés dans le circuit normal des éditions Fayard.

Sont déjà parus :

LA RÉPUBLIQUE ET L'ÉCOLE

PAR PHILIPPE BARRET

Y a-t-il un déclin de l'école publique ? La question fait débat. Ce qui est sûr en revanche, c'est que l'école publique ne répond plus, aujourd'hui, aux besoins, tant culturels qu'économiques, de la société. L'auteur, inspecteur général de l'Éducation nationale, auteur de nombreux ouvrages analyse dans ce livre les causes de cette dégradation de l'institution scolaire. Il s'attache aussi à esquisser les voies de son redressement.

LA FAUTE DE M. MONNET

– La République et l'Europe –

PAR JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Véritable plongée dans la généalogie de la construction européenne à travers le personnage de Jean Monnet, son « inspirateur », cette analyse au scalpel est également une réfutation en règle de l'idéologie « post-nationale » théorisée par Jürgen Habermas, qui prétend déconnecter la démocratie de la nation. Mais Jean-Pierre Chevènement propose aussi d'ouvrir une voie nouvelle : celle d'une République européenne capable d'exister par elle-même., confédération de nations républicaines partageant le même socle de valeurs et un projet commun d'indépendance et de solidarité.



La FONDATION RES PUBLICA dispose d'un site Internet accessible gratuitement à l'adresse www.fondation-res-publica.org. Vous pouvez y consulter l'agenda de la Fondation (date des prochains colloques et rencontres), lire les verbatims de nos colloques et acheter les différentes production de la Fondation.

Les diaporamas des colloques figurent également sur le site de la Fondation. Les cahiers de la Fondation, reprenant les interventions de nos invités aux colloques, sont disponibles contre le paiement en ligne ou par chèque de 10 € pièce.

Grâce à notre lettre d'informations électronique, vous pouvez être tenu au courant de tous les événements de la Fondation et recevoir directement sur votre courriel invitations et compte-rendus de nos colloques.

Si vous souhaitez soutenir financièrement la FONDATION RES PUBLICA, reconnue d'utilité publique, vous pouvez bien entendu télécharger le formulaire de soutien, qui vous ouvrira droit à une réduction fiscale. L'audience du site Internet de la Fondation est importante chez les chercheurs, les étudiants, les journalistes et tous les citoyens qui s'intéressent au débat public.



www.netvibes.com/thinktank



La FONDATION RES PUBLICA a noué des relations avec divers fondations ou instituts de recherche français (IFRI, IRIS, Fondation pour l'Innovation Politique, Fondation Gabriel Péri, etc.) ou étrangers. La Fondation a par ailleurs développé avec l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) le **TABLEAU DE BORD DES THINKS TANKS** qui vous permet de consulter les dernières publications d'une sélection des principaux *think tanks* des grands pays industrialisés, grâce à un système de syndication. Cet outil est consultable à l'adresse www.netvibes.com/thinktank et propose les dernières publications de *think tanks* français, allemands, anglais, américains, chinois, russes, italiens, japonais, espagnols, indiens et israéliens. Parmi les 80 *think tanks* sélectionnés, citons en particulier :

- Friedrich Ebert Stiftung / Konrad Adenauer Stiftung / Stiftung Wissenschaft und Politik / Economic Policy Institute / New America Foundation / Cato Institute Hudson Institute / Heritage Foundation
- American Enterprise Institute / Fondation Robert Schuman
- Bruegel International Crisis Group / Institute of Economic Affairs Institute for Public Policy Research / Royal Institute of International Affairs
- Fundación Pablo Iglesias / Fundación para el análisis y los estudios sociales
- Moscow State Institute of International Relations (MGIMO)
- National Institute for Research Advancement (NIRA)
- Chinese Academy of Social Sciences / Fondation Jean-Jaurès
- Fondation pour l'innovation politique / Fondation Gabriel Péri

SOUTENIR LA FONDATION

Vous pouvez soutenir les activités de la FONDATION RES PUBLICA en lui adressant votre soutien financier.

La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent :

POUR LES PARTICULIERS
la loi de finances permet la déduction de l'impôt sur le revenu de 66% du montant de vos dons.
Pour un don de 100 euros, vous pouvez déduire 66 euros de votre impôt sur le revenu.

POUR LES ENTREPRISES
la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés, à hauteur de 60%.

Vous pouvez imprimer le bon sur notre site Internet et l'adresser, avec votre chèque à

FONDATION RES PUBLICA
52 RUE DE BOURGOGNE 75007 PARIS

Le reçu fiscal vous sera ensuite adressé.



FONDATION
RES PUBLICA

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Président

ALAIN DEJAMMET

Président du Conseil Scientifique

JEAN-YVES AUTEXIER

Directeur

JULIEN LANDFRIED

Directeur du développement

DANIÈLE DUWOYE

Secrétaire générale

52 RUE DE BOURGOGNE 75007 PARIS

TÉL : 01 45 50 39 50

FAX : 01 45 55 68 73

MAIL : res-publica@wanadoo.fr

www.fondation-res-publica.org